

Enseignement

Education nationale: Emmanuel Macron déroule son programme scolaire

Le Président a surpris les recteurs d'académie lors de la réunion de rentrée à la Sorbonne en venant leur donner sa feuille de route pour l'école. Les syndicats d'enseignants, d'ores et déjà mitigés, attendent encore des précisions sur de nombreuses mesures.



La secrétaire d'Etat à la Jeunesse, Sarah El Haïry, et le président, Emmanuel Macron à la Sorbonne jeudi. (Denis Allard/Libération)

par [Lucie Beaugé](#)

publié le 25 août 2022 à 21h01

Un président peut donc griller l'un de ses ministres. A la veille de la conférence de presse de rentrée de Pap Ndiaye, Emmanuel Macron a tenu à participer, au dernier moment, à la réunion de rentrée des recteurs d'académie qui se tenait jeudi à la Sorbonne à Paris. Exercice aussi étonnant qu'imprévisible, cette rencontre est aussi une première. *«Jamais la rentrée ne se fait avec le président de la République»*, souligne Guislaine David, cosecraire générale et porte-parole du SnuiPP-FSU (syndicat du primaire). Et pour cause : la mission est habituellement assurée par le ministre de l'Education nationale.

«C'est à nouveau le Président qui prend la main sur les questions d'éducation. Il a tenté de mettre en avant son bilan du premier quinquennat, mais fini par faire un sombre constat de l'école. Pour moi, c'est le résultat de sa politique», assène le secrétaire général du syndicat des enseignants de l'Unsa Stéphane Crochet. Après cinq ans de «blanquérisme» et une série de réformes mal accueillies, du bac à la formation des enseignants, les profs sont désabusés, les élèves stressés et les familles inquiètes. Dans son discours, Emmanuel Macron a fait un constat somme toute réaliste : *«Quelque chose ne*

marche pas dans notre organisation collective.» Une observation qui pouvait s'entendre comme un mini mea culpa ou comme une tentative de secouer son auditoire, en lui faisant porter le chapeau.

En déclinant sa vision de l'école, lieu d'épanouissement et d'«égalité des chances», le chef de l'Etat a établi un plan d'attaque pour remettre l'éducation au cœur des grands projets. Et tenter de réparer les erreurs du passé. Mais la tâche sera ardue, tant les rancoeurs sont profondes et la confiance entamée. *«Sur le fond, il n'y a pas grand-chose de nouveau. On est toujours aussi dubitatifs : lorsque le Président fait des annonces, elles nécessitent à chaque fois d'être précisées», tacle Stéphane Crochet.*

Niveau de recrutement

Sur le fond, Emmanuel Macron a laissé entendre que les profs ne devraient plus nécessairement être titulaires d'un bac +5 pour exercer : *«On a souvent demandé des diplômes universitaires qui étaient excessifs pour certains.»* Déjà cet été, le ministre de l'[Education nationale, Pap Ndiaye](#), avait déclaré devant les députés que, dans le premier degré, cette exigence de niveau était *«injuste socialement»* car *«il n'est pas donné à tout le monde de poursuivre des études jusqu'à ce niveau»*. Comme répété depuis des mois, [le chef de l'Etat a d'ailleurs promis une revalorisation des salaires des enseignants](#) – dont une partie dépendra de l'accomplissement de nouvelles tâches – et un salaire plancher à 2 000 euros net. Jeudi soir sur France 2, le ministre de l'Education nationale a précisé que l'augmentation de la rémunération était *«une priorité absolue»*, se fixant comme horizon *«la rentrée scolaire 2023»* pour l'entrée en vigueur du salaire minimum, sous réserve de concertation avec les organisations syndicales.

«On peut entrer dans un système de formation à partir de la licence pour finir par un diplôme à niveau master, valide Stéphane Crochet. Après, est-il prêt à mettre les moyens ?» Pour Guislaine David, il faut s'assurer de ne pas *«revenir sur le niveau de qualification»*, car être enseignant est un métier qui s'apprend. D'autant que les profs viennent tout juste de subir une réforme de leur formation. Jusqu'à l'an passé, les candidats passaient le concours à la fin de leur première année de master, puis effectuaient un stage à mi-temps en classe la deuxième année. Blanquer a déplacé ce concours en fin de deuxième année.

Plus de stages en lycée pro

Dans la lignée de sa campagne présidentielle, Emmanuel Macron a insisté sur la voie professionnelle. Il souhaite une *«transformation profonde»* des lycées professionnels passant par le développement *«des temps de stage d'au moins 50 %»*, qui seront mieux rémunérés. *«Imaginez les élèves de terminale : ils ont déjà huit semaines de stage durant l'année. Avec une telle réforme, on passerait à seize semaines. Ces élèves préparent le bac, leur poursuite d'études ou leur entrée sur le marché du travail : dans tous les cas, ils ont besoin d'un certain nombre d'heures d'enseignements généraux pour réussir»*, réagit Sigrid Gérardin, cosecrétaire générale du Snuep-FSU, syndicat d'enseignants de la voie pro.

Le chef de l'Etat estime que *«la réussite de nos lycéens sera absolument clé pour le plein-emploi»*. Il a confié aux recteurs la mission de *«revoir en lien avec les régions, la carte des formations, assumer ensemble de fermer celles qui n'insèrent pas et développer celles qui marchent, en créer aussi de nouvelles tournées vers les secteurs qui recrutent»*. En clair, une école au croisement de l'offre et de la demande.

«Les adultes ne veulent pas de certains métiers – hôtellerie, restauration, bâtiment, transports... – donc on va former les élèves pour qu'ils y aillent ? C'est une aberration ! On doit d'une part jouer sur

les conditions de travail et les salaires, rendre attractifs ces métiers délaissés. D'autre part, nous devons réfléchir aux métiers dont on aura besoin ces prochaines années pour répondre aux enjeux collectifs, comme la prise en charge du grand âge», suggère Sigrid Gérardin.

500 millions d'euros pour un fonds d'innovation pédagogique

Emmanuel Macron s'est engagé à créer un fonds d'innovation pédagogique d'«au moins 500 millions d'euros», dès le mois de septembre, pour les établissements souhaitant mettre en place un projet spécifique. Cette somme devrait servir à développer l'autonomie des établissements et des enseignants afin de lancer ou non des projets, comme les laboratoires de maths ou les classes flexibles, où les élèves ont la liberté de choisir où et comment s'installer pour travailler, en fonction du cours.

«C'est ce qu'il a déjà annoncé lors de l'élection présidentielle, à savoir la généralisation de l'expérimentation de Marseille. Sauf que toutes les écoles ne sembleront pas pouvoir en bénéficier, au risque de créer de la concurrence entre elles», s'inquiète Guislaine David. L'expérimentation va en effet démarrer en septembre, dans le cadre du plan «Marseille en grand».

Parmi les autres mesures, le chef de l'Etat a rappelé vouloir généraliser la pratique quotidienne de trente minutes de sport à l'école primaire, instaurer une demi-journée «Avenir» en cinquième, afin de faire découvrir chaque semaine aux élèves une panoplie de métiers, et donner accès au Pass culture, réservé aux 15-18 ans, dès la sixième. *«C'est une mesure positive mais qui ne répond pas aux questions de mixité sociale, souligne Stéphane Crochet. Au fond, on continue de laisser nos jeunes évoluer dans des écoles et des couloirs séparés.»*